

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

21 MAI 2012

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 régissant le fonctionnement des activités de la société BUFFIN T.P. dans la carrière située lieux-dits "Nève" et "Côte Rozier" à AMPUIS ;

VU le rapport du 23 avril 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- la société BUFFIN T.P. n'a pas fait réaliser un plan de bornage contradictoire des limites de sa carrière,
- le plan de gestion des déchets inertes n'a pas été fourni,
- la mesure de bruit triennale qui devait être réalisée en 2011, n'a pas été effectuée,
- l'exploitant n'a pas réuni la commission de concertation depuis plusieurs années ;

CONSIDERANT compte tenu de ce qui précède que la société BUFFIN T.P. ne respecte pas les dispositions des articles 6.2, 16.1 et 18 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 susvisé ainsi que celles de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se mettre en conformité avec les prescriptions prévues aux articles 6.2, 16.1 et 18 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 susvisé ainsi que celles prévues à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé ;

.../...

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société BUFFIN T.P., pour la carrière située lieux-dits "Nève" et "Côte Rozier" à AMPUIS, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé et de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté,
- des articles 6.2 et 18 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2004 susvisé, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'AMPUIS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 21 MAI 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER